

# Mentions légales

## Éditeur du site

Le site [www.capatrimoine.fr](http://www.capatrimoine.fr) est édité par :

### CONSEILS AVENIR ET PATRIMOINE

SARL au capital de 50 000 €

Immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 519 336 358

Siège social : 64 rue d'Endoume – 13007 Marseille – France

Numéro de TVA intracommunautaire : FR 33 519 336 358

Téléphone : 04 91 53 40 44

Email : [agence@capatrimoine.fr](mailto:agence@capatrimoine.fr)

Directrice de publication : Mme Sandrine Moreau, en sa qualité de gérante

Carte professionnelle Transaction n° CPI 1310 2015 000 000 152

Délivrée par la CCI de Marseille-Provence

Caisse de garantie financière : GALIAN – Montant : 120 000 €

---

## Hébergement

Le site est hébergé par : **OVH**

SAS au capital de 10 069 020 €

Siège social : 2 rue Kellermann – 59100 Roubaix – France

RCS Lille Métropole 424 761 419

Téléphone : 1007

Site : [www.ovh.com](http://www.ovh.com)

---

## Conception du site

Le site a été conçu via la solution technique proposée par :

### La Boîte Immo

SAS au capital de 1 009 950 €

Siège social : 57 Chemin de la Maunière – 83400 Hyères-les-Palmiers

RCS Toulon 509 551 339

Site : [www.la-boite-immo.com](http://www.la-boite-immo.com)

---

## Propriété intellectuelle

L'ensemble des éléments figurant sur le site [www.capatrimoine.fr](http://www.capatrimoine.fr) (textes, images, logos, éléments graphiques ou sonores, structure, base de données, etc.) est la propriété exclusive de CONSEILS AVENIR ET PATRIMOINE ou fait l'objet d'une autorisation d'utilisation. Toute reproduction, représentation, diffusion ou rediffusion, totale ou partielle, est interdite sans autorisation écrite préalable.

---

## **Responsabilité**

L'éditeur du site s'efforce de fournir des informations exactes et à jour. Toutefois, il ne saurait être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de résultats qui pourraient être obtenus par un mauvais usage de ces informations.

---

## **Droit applicable**

Les présentes mentions légales sont soumises au droit français. En cas de litige, et à défaut de résolution amiable, les tribunaux français seront compétents.